



COMMUNE DE BEZE

Marché public de prestation intellectuelle

REHABILITATION ET RENOVATION ENERGETIQUE DE LA MAIRIE

Cahier des clauses particulières

Acheteur

Commune de Bèze

Adresse : 9, Place de Verdun, 21310 Bèze

Téléphone : 03 80 75 30 84

Mail : contact@mairiedebeze.fr

Mandataire agissant au nom et pour le compte de l'acheteur

ICO

Représenté par : Juliane – Meryem AMIMER

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES – INTERVENANTS	3
1.1. OBJET DU MARCHÉ	3
1.2. FRACTIONNEMENT EN TRANCHES	3
1.3. DÉLAIS LIMITES DE NOTIFICATION DES TRANCHES OPTIONNELLES	3
1.4. INDEMNITÉ DE DÉDIT	4
1.5. INDEMNITÉ D'ATTENTE	4
1.6. MODIFICATION DU MARCHÉ	4
1.7. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES	4
1.8. ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE	5
1.9. ÉQUIPE PROJET	5
1.10. CATÉGORIE D'OUVRAGE	5
10.1.1. <i>Avant-Projet</i>	6
10.2.1. <i>Projet</i>	10
10.3.1. <i>Assistance à la Passation des Contrats de Travaux</i>	11
10.4.1. <i>Etudes d'EXÉcution (EXE partiel)</i>	12
10.5.1. <i>Direction de l'EXÉcution des Travaux</i>	12
10.6.1. <i>Assistance aux Opérations de Réception</i>	14
1.11. MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX	15
1.12. COORDINATION SÉCURITÉ PROTECTION DE LA SANTÉ	15
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	15
3. FORFAIT DE RÉMUNÉRATION - PRIX	16
3.1. FORME ET MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	16
3.2. INDEX DE RÉFÉRENCE ET MODALITÉS D'ACTUALISATION	17
4. RÈGLEMENT DES COMPTES DU MARCHÉ	17
4.1. AVANCE	17
4.2. RETENUE DE GARANTIE	17
4.3. MODALITÉS DE PAIEMENT	17
4.4. DÉLAI DE PAIEMENT	17
5. DÉLAI LIMITE D'AFFERMISSEMENT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE	18
6. DÉLAIS - PÉNALITÉS	18
6.1. ADAPTATION ET ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ÉTUDES	18
6.1.1. <i>Délai</i>	18
6.1.2. <i>Pénalité pour retard et manquement aux réunions de chantier</i>	18
6.2. RÉCEPTION DES DOCUMENTS D'ÉTUDES	19
6.2.1. <i>Nombre d'exemplaires</i>	19
6.2.2. <i>Délais</i>	19
6.3. DÉLAI DE CONTRÔLE ET DE TRANSMISSION DES FACTURES DES ENTREPRISES DE TRAVAUX	19
7. COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX	19
7.1. CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT DU COÛT DES TRAVAUX	20
7.2. TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX	20
8. COÛT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX	20
9. COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	21
9.1. CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT DU COÛT DE RÉALISATION	21
9.2. TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	21
9.3. COMPARAISON ENTRE RÉALITÉ ET TOLÉRANCE	21
9.4. PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE	22
10. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	22
11. UTILISATION DES RÉSULTATS	22

12. ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....	22
13. RÉSILIATION DU MARCHÉ	22
14. ASSURANCES	22
15. PRESTATIONS SIMILAIRES	22
16. RESPECT DES OBLIGATIONS DU CODE DU TRAVAIL PENDANT L'EXÉCUTION DU MARCHÉ	23
16.1. ARTICLE D. 8222-5.....	23
16.2. ARTICLE L. 8222-6.....	23
17. Dérogations au CCAG-PI	23

1. Objet du marché - Dispositions générales – Intervenants

1.1. *Objet du marché*

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) est un marché de prestation intellectuelle relatif à la réalisation de **la réhabilitation et rénovation énergétique de la mairie**.

L'enveloppe financière prévisionnelle est fixée à **707 700 € HT**.

Une veille réglementaire sera mise en œuvre par le maître d'œuvre pour s'assurer qu'en cas d'évolution réglementaire, les études ou dossiers soient en conformité avec les lois, décrets et arrêtés ou circulaires publiés à la date de remises des études.

1.2. *Fractionnement en tranches*

Le marché fait l'objet d'un fractionnement en tranches au sens des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

Il comporte une tranche ferme et une ou plusieurs tranche(s) optionnelle(s) désignées ci-après :

- Tranche ferme : Mission complémentaire : relevé topographique
DIAG (Diagnostic) ou ESQ (Esquisse).
- Tranche optionnelle 1 : APS (Avant-Projet Sommaire) + Prestations Annexes
APD (Avant-Projet Définitif),

- Tranche optionnelle 2 : PRO (Projet);

ACT (Assistance à la passation des Contrats de Travaux),

- Tranche optionnelle 3 : EXE, DET (Direction de l'Exécution des Travaux comprenant Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC) ; Assistance du maître d'ouvrage aux Opérations de Réception (AOR) etc.

1.3. *Délais limites de notification des tranches optionnelles*

Les délais limites de notification par ordre de service de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

- Pour la tranche ferme : **3 mois** après la date de démarrage,
- Pour la tranche optionnelle n°1 : **6 mois**, à compter de la réception de la tranche précédente,
- Pour la tranche optionnelle n°2 : **12 mois**, à compter de la réception de la tranche précédente.

- Pour la tranche optionnelle n°3 : **12 mois**, à compter de la réception de la tranche précédente.

Chaque ordre de service précise la date d'exécution des prestations de la tranche correspondante.

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement des tranches postérieures sont prolongés d'autant sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Il est également précisé qu'aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

1.4. Indemnité de dédit

Le marché ne prévoit pas d'indemnité de dédit.

1.5. Indemnité d'attente

Il n'est pas prévu de versement d'indemnité d'attente.

Durée du marché

La durée du marché est définie à l'article *Durée du marché de l'acte d'engagement*.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

1.6. Modification du marché

Le marché peut être amendé par décisions unilatérales du pouvoir adjudicateur ou par la conclusion de modifications du marché dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

1.7. Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG PI, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG PI.

1.8. Assistance à Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage sera assisté d'Ingénierie Côte-d'Or durant le déroulement de la mission.

1.9. Équipe projet

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'opération le ou les professionnels présentés à l'appui de son offre. En cas de force majeure, il pourra proposer un remplaçant présentant des garanties professionnelles identiques, sous réserve de l'agrément préalable de l'acheteur.

1.10. Catégorie d'ouvrage

Les ouvrages à réaliser relèvent de la catégorie **Bâtiment rénovation**

Contenu des éléments de mission

0 – Diagnostic / Esquisse

Missions de Base :

1 - Études d'Avant-Projet (AVP) comprenant : APS, APD et Missions complémentaires

2 - Études de PROjet (PRO),

3 - Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT),

4 - Études d'EXEcution (EXE),

5 - Direction d'Exécution des contrats de Travaux (DET), inclus Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC),

6 - Assistance lors des Opérations de Réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Diagnostic (Diag) / ESQUISSE (ESQ)

Le contenu de l'élément de mission DIAGNOSTIC est conforme aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Les études de diagnostic permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération et ont pour objet de :

- établir un état des lieux.

Le maître de l'ouvrage a la charge de remettre à la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements en sa possession concernant le bâtiment.

La maîtrise d'œuvre est chargée, dans le cadre de la mission complémentaire donnée en tranche ferme, s'il y a

lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux (relevé d'état des lieux avec d'éventuelles investigations complémentaires recensement des documents existants, relevé et représentation de l'existant comme les plans topographiques, relevé des éventuels désordres, expertises technique et définition d'éventuelles missions complémentaires).

- procéder à une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d'hygiène et de sécurité mais également Analyse technique (structure, façades, second œuvre, fluides et électricité, état sanitaire avec les diagnostics particuliers comme amiante, plomb, xylophage, champignons etc ...).
- permettre une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération;
- proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants.

En complément et en fonction de la taille du projet et si besoin du maître d'ouvrage :

- Analyse du fonctionnement urbanistique et architectural ; prise en compte d'usagers, analyse des avoisinants dans le cadre d'un bâti imbriqué ancien, mutualisation de la production d'énergie pour le chauffage ou de la filière d'assainissement autonome).

10.1.1. Avant-Projet

Etude d'Avant-projet Sommaire (APS)

Les études d'avant-projet sommaire (APS) ont pour objet de proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre :

- indiquer des durées prévisionnelles de réalisation;
- établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées;
- proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de diagnostic.

Documents graphiques : Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200, avec certains détails significatifs au 1/100;

- Plan masse à l'échelle 1/200,
- Plan des façades 1/200
- Coupes diverses à l'échelle 1/100 ou 1/50.

Notice traitant les points suivants :

- Dispositions techniques envisagées et performances attendues sur le clos, le couvert ainsi que sur les lots techniques,
- Il sera demandé au mœ de réaliser deux scénarii financiers intégrant ou non les matériaux biosourcés dans leurs études.
- Audit énergétique et études comparatives techniques et financières pour répondre aux demandes Effilogis (investissement, maintenance, aides financières envisageables ...) :
 - Du mode de chauffage (électrique, fuel, géothermie, aérothermie), et de la production d'eau chaude,
 - Des solutions de renforcement de l'isolation du bâtiment,
 - Estimation provisoire du coût des travaux établis à partir d'ouvrages similaires,
 - Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux décomposé par corps d'état,
 - Mise en avant d'éléments susceptibles d'être soumis à arbitrage pour raison financière, réglementaire ou technique (présentation de scénarii ou variantes pour aider à la décision le MOA).
 - Etude d'implantation de panneaux photovoltaïques sera établie par le Mœ afin de répondre aux exigences de la Région BFC si nécessaire.

b) Missions Complémentaires (Etudes et Avis) :

Les études et avis complémentaires qui seraient nécessaires à l'élaboration du projet devront être sollicités par le maître d'œuvre exclusivement à ce stade de la conception. Leurs répercussions financières pourront être intégrées à l'Avant-Projet Définitif.

A l'absence d'un relevé topographique fourni par le maître d'ouvrage permettant de réaliser l'étude et la conception de ce projet, le maître d'œuvre intégrera dans son offre la réalisation du levé topographique complet de la zone et du bâtiment permettant de réaliser les études prévues au marché en PSE (Prestation supplémentaire Eventuelle).

Parallèlement aux études d'avant-projet, le maître d'œuvre aura à établir le ou les dossiers et d'accompagner le maître d'ouvrage au cours de l'instruction en vue de l'obtention des autorisations administratives nécessaires, dont notamment :

- les autorisations de passage en domaine privé,
- les autorisations particulières, (notice d'accessibilité PMR en autres....)
- l'établissement des Déclarations d'Intention de Travaux,
- les demandes de permission de voirie,

Le maître d'œuvre apportera son concours au maître d'ouvrage également pour toutes questions techniques relative à ces autorisations.

De même, le maître d'œuvre fournira, en tant que de besoin, les éléments nécessaires à la consultation des entreprises pour le choix, notamment :

- du prestataire chargé de la localisation des réseaux existants par des méthodes intrusives ou non-intrusives,
- du prestataire chargé du dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau,
- du coordonnateur SPS,
- des bureaux de contrôle

Etude d'Avant Projet Définitif (APD)

Les études d'avant-projet définitif (APD), fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par le maître de l'ouvrage et ont pour objet de:

- vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité;
- arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect;
- définir les matériaux;
- justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques;
- permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance;
- établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés;
- permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Documents graphiques :

- Plan masse à l'échelle 1/200,
- Plans des niveaux à l'échelle 1/50,
- Plans des façades 1/200 (menuiseries et ravalement),
- Plan des réseaux chauffage, ventilation, électricité.
- Coupes diverses à l'échelle 1/50.

Documents écrits :

- Définition des principes constructifs,

- Définition des matériaux employés, fiches techniques et références,
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux décomposé par corps d'état,
- Descriptif et justificatif des installations techniques
- Estimatif définitif et détaillé du coût prévisionnel des travaux décomposé en lots séparés,
- Présentation des options techniques avec raisonnement sur coût global du projet (cf programme),
- Justification chiffrée et commentée des éventuelles raisons de dépassement par rapport à l'enveloppe initiale,

A ce stade des études et, uniquement en cas de modification substantielle du programme de l'opération résultant du Maître d'Ouvrage, le maître d'œuvre dispose **d'un délai de 15 jours** suivant l'approbation de la phase APD pour faire connaître sa proposition d'avenant au marché de maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du permis de construire ou de la déclaration préalable de travaux, constitue le dossier et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception du permis de construire, il lui en transmet copie et procède à l'affichage réglementaire sur le terrain.

Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations spécifiques pour lignes aériennes, enseignes, etc.), le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100, avec certains détails significatifs au 1/50;^[1]_{SEP}

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention éventuelle du permis de construire ou de la déclaration préalable de travaux et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

DETAIL DES PIECES TECHNIQUES A PRODUIRE (PLANS...)

Si le mémoire technique de l'Avant-Projet excède 10 pages (hors plans et documents annexes), le maître d'œuvre produira une note de synthèse de 5 à 10 pages maximum abordant les thèmes suivants :

- objet de l'opération,
- contraintes,
- hypothèses de dimensionnement,
- dimensionnement,
- descriptif technique,
- coût de l'investissement,
- impact sur les coûts de fonctionnement du service,
- plan de financement.

Le maître d'œuvre devra produire les éléments de dossier nécessaires au Maître d'Ouvrage pour établir les demandes de subventions et adaptera son projet en fonction des exigences des financeurs.

10.2.1. Projet

Les études de PROjet (PRO) ont pour but de :

- préciser la solution d'ensemble au niveau de chacun des ouvrages d'infrastructure qu'elle implique,
- confirmer les choix techniques, architecturaux et paysagers et préciser la nature et la qualité des matériaux et équipements et les conditions de leur mise en œuvre,
- fixer, avec toute la précision nécessaire, les caractéristiques et dimensions des différents ouvrages de la solution d'ensemble ainsi que leur implantation topographique,
- vérifier, au moyen de notes de calcul appropriées, que la stabilité et la résistance des ouvrages sont assurées dans les conditions d'exploitation auxquels ils pourront être soumis,
- préciser les tracés et dimensionnements des alimentations et évacuations de tous les fluides ainsi que des réseaux souterrains existants et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages,
- établir un coût prévisionnel des travaux décomposés en éléments techniquement homogènes,
- permettre au maître d'ouvrage d'arrêter le coût prévisionnel de la solution d'ensemble ou, le cas échéant, de chaque tranche de réalisation, et d'évaluer les coûts d'exploitation et de maintenance,
- permettre au maître d'ouvrage de fixer l'échéancier d'exécution et d'arrêter, s'il y a lieu, le partage en lots.

Le rendu de la phase PRO sera constitué d'un dossier comprenant au minimum la vue en plan au 1/200, le cahier des profils en travers (échelle 1/20 ou 1/50), le profil en long

(échelles à convenir), les dessins de détail à grande échelle des ouvrages singuliers, l'estimation.

Le dossier Projet sera accompagné d'une note mettant en évidence l'éventuel allotissement proposé (nature, coûts), les dispositions en termes d'entretien et de maintenance des ouvrages à l'usage de l'exploitant, les explications techniques et justificatives des dispositions retenues au stade du projet. A cette dernière seront jointes, le cas échéant, les notes de calcul établies pour le pré-dimensionnement des ouvrages.

10.3.1. Assistance à la Passation des Contrats de Travaux

L'Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT) a pour but de :

- préparer, sur la base des études et dispositions d'ordre administratif retenues par le maître d'ouvrage, le Dossier de Consultation des Entreprises qui devra être approuvé par le maître d'ouvrage.
- établir le projet d'avis d'appel public à la concurrence,
- apporter les éléments de réponse aux questions techniques posées par les candidats lors de la période de consultation,
- analyser les candidatures à l'issue de la consultation,
- analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres,
- procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation,
- analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation,
- analyser financièrement les offres en comparant les offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux,
- préparer les mises aux point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

La mission ACT comprend d'une part la préparation du DCE complet (Avis d'Appel Public à la Concurrence, Règlement de Consultation, Acte d'Engagement, CCAP, CCTP, DPGF, BPU...) jusqu'à ce que celui-ci soit approuvé par le maître d'ouvrage et d'autre part la phase d'analyse des offres à l'issue de la période de consultations qui peut donner lieu à la participation du maître d'œuvre aux réunions de préparation de la commission d'ouverture des plis de la commune.

Il est rappelé que le maître d'œuvre est tenu à une obligation générale de conseil et d'alerte du maître d'ouvrage dans le cadre de la passation des marchés publics de travaux.

10.4.1. Etudes d'EXÉcution (EXE partiel)

Les études d'exécution sont limitées aux éléments produits par le maître d'œuvre lors des phases AVP et PRO. Tout autre document nécessaire sera à produire par l'entreprise de travaux publics.

Le maître d'œuvre vérifiera les études d'exécution réalisées par l'entreprise, sur la base des pièces contenues dans l'élément projet. Il visera également les fiches techniques transmises par l'entreprise.

L'examen de conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître de l'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

10.5.1. Direction de l'EXÉcution des Travaux

La Direction de l'Exécution des Travaux (DET) comprend en particulier :

- la proposition à l'agrément du maître d'ouvrage, d'un ou de plusieurs contrôleurs de travaux assistant le directeur de travaux,
- le directeur des travaux a la responsabilité de la bonne exécution des travaux, de leur conformité au cahier des charges, du respect des délais, et de l'insertion du chantier dans l'environnement. Il rédige les ordres de service et instruit avec le directeur de projet les demandes d'avenant des entreprises ;
- la présence, sur site, pour les différentes phases du chantier, du directeur des travaux et autant que nécessaire pour :
 - les réunions de coordination avec le maître d'ouvrage, en particulier au moment du choix des entreprises,
 - les réunions de chantier avec les entreprises,
 - les interventions nécessaires en cas de problème sur le chantier,
 - les réunions exceptionnelles avec le maître de l'ouvrage, pour la mise au point de prix supplémentaires, l'étude des réponses à apporter aux litiges ou la validation des avenants.
- la préparation du chantier, assurée par les contrôleurs et consistant à :
 - faire établir un constat des itinéraires empruntés par les engins de chantier et des habitations concernées,
 - analyser le planning proposé par l'entreprise, le comparer à celui qui a été prévu en phase « assistance à la passation des contrats de travaux » en soulignant au besoin les erreurs,
 - vérifier le contenu du ou des PAQ (Plan d'Assurance Qualité) ainsi que du ou des PAD issus du ou des SOSED, le cas échéant,
 - s'assurer de la mise en place des panneaux d'information prévus dans les marchés y

compris toutes modifications.

- le suivi du chantier, assuré par les contrôleurs et consistant à :
 - tenir un journal de chantier où seront journellement consignés le personnel présent sur le chantier, les matériaux et matériels employés, les conditions météorologiques, et d'une façon générale tout évènement susceptible d'avoir une influence sur le déroulement du chantier,. Les dispositions prises par l'entrepreneur en matière d'installation de sécurité et de signalisation seront aussi consignées,
 - organiser, au moins une fois par semaine, une réunion de chantier avec tous les interlocuteurs nécessaires, rédiger et diffuser les comptes rendus correspondants,
 - procéder à des visites inopinées dans le cadre du nombre prévu à l'acte d'engagement (chaque visite donnant lieu à la rédaction d'un compte-rendu),
 - satisfaire aux obligations en matière de sécurité et de protection de la santé en participant aux réunions avec le coordonnateur en faisant appliquer ses directives et en vérifiant la signalisation du chantier,
 - vérifier la prise en compte des dispositions relatives à la protection de l'environnement par les entreprises,
 - s'assurer du respect du ou des P.A.Q. (le cas échéant), instruire les points critiques et les demandes de points d'arrêt, lever les points d'arrêt et établir les fiches de conformité,
 - s'assurer de la présence du maître d'œuvre lors de la réalisation de travaux spécifiques entrant dans sa compétence (soutènement, ancrage,...) pour interpréter toute anomalie rencontrée,
 - s'assurer auprès des entrepreneurs que les mesures d'approvisionnement ont bien été prises,
 - contrôler la qualité des matériaux, produits et composants de construction, sur les lieux de production et le chantier (conformité aux normes, agréments),
 - contrôler les opérations de mise en œuvre des matériaux, produits et composants de construction (procédures, conformité des ferrallages aux plans, procédés de bétonnage...),
 - diligenter les essais et épreuves à la charge du maître d'ouvrage,
 - proposer au maître d'ouvrage l'intervention du contrôle extérieur (essais et épreuves) mais aussi du géomètre retenu par le maître d'ouvrage.
- la coordination des autres intervenants :
 - du contrôle extérieur, déclenchement et planification des contrôles,
 - du géomètre s'il intervient pour d'autres opérations que celles relevant du contrôle extérieur (piquetage, bornage, levé complémentaire,...),
 - des concessionnaires ou entreprises travaillant à leur profit pour les déplacements et

rétablissement des réseaux.

- le suivi administratif et financier du marché consistant à :
 - assurer l'élaboration des différents constats de travaux signés contradictoirement avec l'entrepreneur,
 - assurer l'élaboration des constats d'intempéries,
 - établir les OS d'interruption ou de prolongation de délai et de reprise des travaux,
 - la mise au point d'éventuelles modifications demandées par le maître d'ouvrage,
 - assister le maître de l'ouvrage dans le cas de défaillance des entreprises (mise en œuvre des mesures conservatoires et des contrats de travaux de substitution),
 - proposer au maître de l'ouvrage les bordereaux de prix supplémentaires et les avenants éventuels,
 - le projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre. Il devient le décompte mensuel,
 - le calcul des révisions et/ou actualisation de prix, le cas échéant,
 - élaborer et communiquer au maître d'ouvrage un tableau de bord, avec sommes à régler, restant à régler, en regard avec les engagements financiers du maître d'ouvrage,
 - dresser un bilan global de l'opération, justifiant les écarts entre les montants initiaux des marchés et les sommes effectivement versées,
 - rédiger un rapport mensuel pour le maître d'ouvrage (avancement des travaux, points critiques éventuels influant sur le déroulement de l'opération).

10.6.1. Assistance aux Opérations de Réception

La mission **d'Assistance du maître d'ouvrage pendant les Opérations de Réception (AOR)** et pendant la période de garantie de parfait achèvement comprend en particulier :

- pendant les travaux :
 - la planification des opérations de réception totales ou partielles en organisant la visite préalable à la réception des travaux et en recueillant tous les éléments relatifs à la conformité de l'ouvrage aux spécifications du marché,
 - la réalisation d'un état des lieux de sites ayant fait l'objet d'un constat préalable,
 - la constitution du dossier des ouvrages exécutés,
 - la constitution d'un dossier complet spécifiquement pour le maître d'ouvrage regroupant les études préliminaires, les études particulières ainsi que le projet et le dossier travaux,
 - la présence à la visite ou inspection de sécurité. Le maître d'œuvre diligentera, au

besoin, les mesures correctrices et rédigera le compte rendu final de cette visite.

- après les travaux :
 - une assistance technique et administrative pendant le délai de garantie en veillant à ce que les entrepreneurs effectuent bien les travaux d'entretien à leur charge pendant cette période. Il proposera au maître d'ouvrage et au besoin, les appels en garantie nécessaires,
 - l'organisation effective d'une visite de l'ouvrage dans le courant du neuvième mois après la réception des travaux.

1.11. Mode de dévolution des travaux

Le mode de dévolution des travaux devra être proposé par le maître d'œuvre dès l'avant-projet en tenant compte de l'obligation de principe d'allotir les travaux posée par l'article L2113-10 du code de la commande publique.

1.12. Coordination Sécurité Protection de la santé

En application de l'article L 235-4 du Code du Travail, le maître d'ouvrage désignera un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour les phases conception et réalisation de l'ouvrage indépendamment de la mission de maîtrise d'œuvre.

2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant et dont l'exemplaire original conservé par l'acheteur fait seul foi,
- le présent cahier des clauses particulières,

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021),
- le(s) Cahier(s) des Clauses Techniques Générales (CCTG) suivant(s) : Démolition et terrassement, Construction d'ouvrages de génie civil, Construction de routes,
- le mémoire méthodologique présenté par le titulaire à l'appui de son offre,
- la décomposition du prix global forfaitaire,
- le programme de l'opération et ses annexes.

3. Forfait de rémunération - Prix

Le forfait de rémunération est défini par élément de mission comme indiqué à la décomposition du prix figurant en annexe à l'acte d'engagement. Il est réputé définitif.

Ce forfait est exclusif de tout émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Il est réputé couvrir tous les frais inhérents aux différentes études, y compris les visites sur le terrain, ainsi que les réunions et leur compte-rendu. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

3.1. Forme et mois d'établissement des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 des études correspondant au mois indiqué en page de garde de l'acte d'engagement pour la date limite de remise des offres.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG PI, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Les prix sont fermes et **actualisables par tranche**, si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre le mois d'établissement des prix du marché et la date de commencement d'exécution de la tranche concernée, cette date étant celle prescrite par ordre de service.

3.2. Index de référence et modalités d'actualisation

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie I, publié par l'INSEE et le Moniteur des Travaux Publics.

L'actualisation est effectuée, s'il y a lieu, par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation C donné par la formule :

$$C = \frac{I_{m-3}}{I_0}$$

Dans laquelle :

I_0 : index ingénierie du mois m0 (mois d'établissement du prix),

I_{m-3} : index ingénierie du mois antérieur de trois mois au mois m contractuel de commencement des études.

Ce mois m est celui de l'accusé réception par le titulaire de la notification de son marché si elle vaut démarrage d'exécution, soit de la décision prescrivant le commencement de la tranche du marché.

4. Règlement des comptes du marché

4.1. Avance

L'avance est versée, s'il y a lieu, dans les conditions prévues à l'article R2191-3 du code de la commande publique. Le cas échéant, le titulaire a la possibilité de refuser le versement de l'avance (voir article 5.4 de l'acte d'engagement).

4.2. Retenue de garantie

Le marché prévoit une retenue de garantie de 5% en accord avec l'article R2191-33 du code de la commande publique.

4.3. Modalités de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché pourront faire l'objet de demandes de paiement présentées par le titulaire (le mandataire en cas de groupement) à la fin de chaque élément de mission tels qu'ils sont définis à la décomposition des prix figurant à l'acte d'engagement, après service fait jugé conforme par l'acheteur.

4.4. Délai de paiement

Conformément aux articles R2192-10 et R 2192-12 du code de la commande publique, le paiement s'effectue par mandat administratif dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la réception de la facture, après service fait. Le dépassement de ce délai par l'ordonnateur ouvre droit au versement d'intérêts moratoires calculés conformément à la réglementation en vigueur.

Le comptable assignataire des paiements est M. l'inspecteur Divisionnaire du SGC d'Is-sur-Tille.

Les factures seront envoyées à : [https:// chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr)

5. Délai limite d'affermissement de la tranche optionnelle

Les tranches optionnelles seront affermies dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement des prestations de l'élément de mission précédent.

6. Délais - Pénalités

6.1. Adaptation et établissement des documents d'études

6.1.1. Délai

Les délais d'établissement des documents d'études sont fixés dans l'acte d'engagement. Le point de départ de ces délais est fixé par ordre de service.

6.1.2. Pénalité pour retard et manquement aux réunions de chantier

Par dérogation à l'article 14.1.1. du C.C.A.G-PI., en cas de retard dans la présentation de ces documents d'études, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé par rapport au montant des honoraires correspondant à l'élément de mission considéré comme suit:

- DIAG- ou ESQ 1/100
- APS - APD : 1/100
- PRO : 1/50
- ACT :
 - Elaboration du DCE : 1/50
 - Rapport d'analyse des candidatures : 1/20
 - Rapport d'analyse des offres : 1/20
- EXE: 1/30

Tout manquement aux réunions de chantier hebdomadaires programmées fera l'objet d'une pénalité de 100 € net de taxe.

Si le nombre de visites inopinées n'a pas été réalisé conformément au nombre attendu dans l'acte d'engagement, une pénalité de 100 € net de taxe par visite non effectuée sera appliquée (toute visite n'ayant pas donné lieu à compte rendu, ne sera pas prise en compte).

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG-PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1000 € HT.

6.2. Réception des documents d'études

6.2.1. Nombre d'exemplaires

Pour les phases DIAG - APS - APD et PRO, une version minute devra être remise au maître d'ouvrage en trois exemplaires.

La version définitive sera remise en trois exemplaires également + 1 version numérique sur CD-ROM ou autre support contenant des fichiers aux seules extensions .xls, .doc, .pdf, .dwg, .dxf, et intégrera les modifications consécutives aux remarques produites par la commission technique.

6.2.2. Délais

La décision par le maître d'ouvrage de réception, ajournement, réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-après:

- | | |
|---------|----------|
| ▪ DIAG | 45 jours |
| ▪ APS : | 45 jours |
| ▪ APD : | 45 jours |
| ▪ PRO : | 45 jours |
| ▪ DCE : | 45 jours |

Ces délais courent à compter de la date réception par le maître d'ouvrage du document d'étude considéré. Si sa décision n'est pas notifiée dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au CCAG-PI (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus pour donner son avis.

6.3. Délai de contrôle et de transmission des factures des entreprises de travaux

Conformément aux dispositions du CCAG-PI, le maître d'œuvre dispose d'un délai maximum de 7 jours pour assurer le contrôle et la transmission des factures des entreprises de travaux à la commune.

7. Coût prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation sur la base de l'estimation effectué par le maître d'ouvrage indiqué lors de la consultation.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de ces éléments est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage rappelée à l'article 1.1 du présent CCP, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'Avant-Projet Définitif par le maître d'ouvrage, celui-ci fixe par ordre de service le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération,
- des dépenses de libération d'emprise;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître,

- des frais éventuels de contrôle technique,
- des dépenses liées à la coordination SPS en phase réalisation,
- de la prime éventuelle d'assurance dommage,
- de tous les frais financiers.

7.1. Conditions économiques d'établissement du coût des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé par l'acte d'engagement.

7.2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de **tolérance de 5 %**.

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé ci-dessus.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation du ou des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

8. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation du ou des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit **le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence)**.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées comme les plus intéressantes tous critères confondus par le maître d'ouvrage par un coefficient de réajustement égal au rapport d'index BT01 pris respectivement au mois m0 des offres travaux et au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre tel que ce dernier est défini dans l'acte d'engagement. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence des travaux résultant de l'appel d'offre est supérieur au seuil de tolérance et que le maître d'ouvrage déclare l'appel d'offres infructueux, celui-ci peut **demande au maître d'œuvre la reprise des études**. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre dispose alors d'un délai de 15 jours pour répondre en ce sens à la demande du maître d'ouvrage.

9. Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des montants initiaux des contrats de travaux signés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Une décision fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

9.1. Conditions économiques d'établissement du coût de réalisation

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 correspondant au mois de remise de l' (ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

9.2. Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est **de 5 %**.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé ci-dessus.

9.3. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés avenants, décisions de poursuivre, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

9.4. Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 9.2, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux de rémunération définitif fixé dans l'acte d'engagement, multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne peut excéder 15 % du montant de la rémunération définitive des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

10. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

11. Utilisation des résultats

Il sera fait application de l'article 35 du CCAG-PI.

12. Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission intervient à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

13. Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des dispositions du CCAG-PI.

14. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant ses responsabilités :

- assurance responsabilité civile,
- assurance responsabilité décennale.

15. Prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles du présent marché peut être confiée au titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalable, dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

16. Respect des obligations du code du travail pendant l'exécution du marché

16.1. Article D. 8222-5

Conformément à l'article D. 8222-5 du code du travail, le titulaire (chaque cotraitant) produit les documents suivants, tous les six mois à compter de la notification du présent marché et jusqu'à son terme. Ne sont toutefois pas exigibles les documents qui, compte tenu de leur caractère annuel, ont déjà été produits par le titulaire dans le cadre du présent marché.

Dans tous les cas :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévues à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions et datant de moins de 6 mois.

Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

A défaut de production des documents visés ci-dessus et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire et le cas échéant à ses frais et risques. Le titulaire dispose de trente jours à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations visées ci-dessus ou pour présenter ses observations.

16.2. Article L. 8222-6

Conformément à l'article L 8222-6 du code du travail des pénalités peuvent être infligées au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 de ce code. Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat sous réserve de ne pas excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du même code.

17. Dérogations au CCAG-PI

Les dérogations suivantes sont apportées au CCAG-PI par le présent CCP :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG	par l'article 2 du CCP
Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG	par l'article 6.1.2 du CCP
Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG	par l'article 6.1.2 du CCP